

Coopération brésilienne

PAR AUGUSTA CONCHIGLIA

L'ouverture intervenue dans la politique de Brasilia à l'égard de l'Afrique explique l'accueil cordial réservé à la délégation angolaise. Des échanges fructueux pourraient s'ensuivre.

Dirigée par Roberto de Almeida, ministre du Commerce extérieur, une importante délégation angolaise s'est, en mars, rendue au Brésil à l'occasion de l'investiture du général Figueiredo. Il s'agissait d'étudier les possibilités de coopération entre les deux pays. « Je crois que nous avons pleinement atteint nos objectifs », a déclaré Roberto de Almeida à son retour à Luanda. Nous avons pu étudier tous les secteurs qui nous intéressaient et toutes les autorités que nous avons rencontrées nous ont manifesté cordialité et compréhension. Les perspectives de coopération entre le Brésil et l'Angola sont prometteuses. » De son côté, le général Figueiredo a dit au ministre angolais qu'il souhaitait voir se renforcer les relations du Brésil avec les pays africains d'expression portugaise et avec tous ceux du continent.

Nouveaux débouchés

Rappelons que le Brésil a reconnu la République populaire d'Angola dès le jour de sa naissance, que, déjà, sous la domination portugaise, l'implantation d'une chaîne de supermarchés brésiliens en Angola avait été ébauchée et que, peu après l'indépendance, en avril 1976, le Brésil avait ouvert à l'Angola un crédit de 50 millions de dollars que Luanda avait consacré à l'achat de voitures, de riz et de viande séchée. C'était un début. Et il semble que, bientôt, le volume des échanges entre les deux pays va s'accroître considérablement et que la coopération ne se bornera pas au seul domaine commercial mais jouera également dans des secteurs (où elle sera facilitée par la langue commune) comme celui de l'assistance technique, de la formation professionnelle et de l'éducation. La délégation angolaise s'est intéressée particulièrement aux activités suivantes :

Agriculture. Les délégués ont pu étu-

dier les méthodes brésiliennes de culture du soja (peu pratiquée en Angola), du blé et du café. Pour ce dernier produit, des experts brésiliens doivent venir prochainement en Angola pour traiter les maladies dont les caféiers sont atteints dans certaines provinces, et pour les prévenir.

Elevage. Du bétail brésilien pourrait être importé pour reconstituer le cheptel angolais, lourdement décimé pendant la guerre de libération.

Sucre et alcool. L'industrie sucrière brésilienne pourrait rééquiper celle de l'Angola et construire de nouvelles usines dont les techniciens seraient formés sur place par des ingénieurs brésiliens.

Pêche et marine. La délégation a assisté à la mise à l'eau du premier des vingt bateaux de pêche commandés par l'Angola à un chantier de Rio. Il n'est pas exclu que la marine marchande angolaise puisse s'équiper au Brésil.

Aéronautique. Le Brésil pourrait fournir de petits avions pour le traitement des plantations (épandage de pesticides), d'autres pour la prospection des richesses naturelles, d'autres encore pour patrouiller le long des côtes. Le Brésil pourrait également aider à la construction d'aéroports.

Automobile et matériel ferroviaire. Les succursales brésiliennes des grandes multinationales qui fabriquent voitures et camions (Volkswagen, Scania), celles qui fabriquent du matériel ferroviaire (Plessey, Ericsson) offrent des facilités financières pour l'achat de leurs produits. La Scania pourrait même ouvrir une usine de montage en Angola.

Education. Luanda envisage de recruter massivement des maîtres brésiliens pour l'enseignement primaire, secondaire et supérieur afin de pallier le manque de cadres. Rien que dans le primaire, il y aura, cette année, un million et demi d'élèves angolais.

Bien sûr, les différences radicales qui opposaient naguère les régimes des deux pays constituaient un obstacle majeur à la coopération. Aujourd'hui, incontestablement, la politique extérieure de Brasilia a changé, en tout cas pour ce qui concerne l'Afrique. Une ouverture est possible et les divergences peuvent être surmontées. Toutefois, Roberto de Almeida a tenu à s'assurer que le Brésil renonçait définitivement au pacte de l'Atlantique sud. Le ministre brésilien des Relations extérieures lui a donné toutes garanties sur ce point et lui a rappelé que son pays avait toujours vigoureusement condamné l'apartheid dans toutes les instances internationales.

La presse brésilienne, dans l'ensemble, a exprimé de la sympathie aux délégués de la République populaire d'Angola, mais certains journaux ont insinué que si Luanda se rapprochait de Brasilia, c'était pour lui acheter des armes et demander l'envoi d'instructeurs militaires en Angola. Roberto de Almeida a démenti catégoriquement. A la question d'un journaliste qui lui demandait si la présence de troupes cubaines en Angola ne risquait pas « d'empêcher la normalisation des rapports entre le Brésil et Cuba », il a répondu que cela n'entre pas en ligne de compte ou bien, alors, que le Brésil ne devrait pas rester en relation avec les Etats-Unis, dont les troupes occupent la base cubaine de Guantanamo.

Exception faite de ces quelques « bavures », dues à la presse réactionnaire, le voyage de la délégation angolaise s'est passé dans une atmosphère très cordiale.

Bientôt, Jorge Morais, ministre angolais du Pétrole se rendra à son tour au Brésil à l'invitation de la Petrobras, qui, depuis longtemps, souhaite s'associer à la Sonangol pour exploiter le pétrole des régions vierges de l'Angola. Comme le Brésil manque de plus en plus d'essence (on parle souvent de la rationner), cet accord pétrolier serait d'une importance capitale pour l'avenir des relations entre les deux pays. Les Brésiliens se montrent également intéressés par l'achat de ciment et de cuivre.

A. C.

Lisez - Faites lire
L'ECONOMISTE
DU
TIERS MONDE